L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 61 rue Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS:
LUNDI MATIN, 1er AVRIL 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soutenu à la élection d'une Convention Nationale

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain plusieurs articles éditoriaux et à supprimer quelques communications intéressantes.

C'est ce soir que doit avoir lieu à la Salle St. Louis le concert donné par Mme. Guiraud. Nous ne dirons rien du talent de cette dame, la réputation qu'elle a acquise, comme pianiste, pendant un long séjour dans notre ville, parle plus haut que les éloges que nous pourrions lui donner.

MM. Miaulan, Cioffi, Sanzini et Ryall tous artistes connus, ont bien voulu se joindre à Mme. Guiraud, et contribuer de leurs talens à rendre cette soirée plus attrayante.

NOUVELLES D'EUROPE.

Par les navires North-America, Pocahontas et Duchesse d'Orléans, arrivés à New-York et à Philadelphie, on a reçu des nouvelles de Liverpool jusqu'au 11 Février, et du Havre jusqu'au 13. Nous empruntons les nouvelles suivantes au journaux du Nord.

ANGLETERRE.

Londres, 7 février.

A cette date, les affaires du Canada occupaient exclusivement le parlement. Lord Brougham n'y a pris aucune part en répondant à la partie du discours de la reine, ayant trait aux différents troubles de cette province et principalement aux invasions des sujets américains de la frontière.

Milords : J'arrive enfin à la dernière partie du discours, que j'ai réservée avec la plus grande attention : je suis heureux d'y trouver ce que généralement l'on croyait nécessaire dans de telles circonstances, c'est à dire une déclaration de la part de sa Majesté constatant la ferme détermination dans la quelle est, de maintenir sa souveraineté dans les provinces du nord de l'Amérique. Je pourrais souhaiter, Milords, que cette déclaration eut été accompagnée de mesures capables de faire exécuter les intentions de sa majesté à cet égard.

"C'est une insurrection peu importante, il est vrai, et qui n'a eu lieu que dans une seule partie du Canada; mais elle a été accompagnée d'une invasion et d'une attaque des propriétés et des sujets de sa majesté effectuées par des habitants des Etats Unis; et enfin, par la seule raison que nos citoyens obéissaient à un pouvoir et étaient connus pour les être d'avoués. (Applaudissements.)

A coup sûr, Milords, je pourrais déduire que des mesures fermes adoptées, pour assurer l'exécution de l'injonction qu'il manifeste le sujet de maintenir sa souveraineté dans ces provinces (Gouvernement) Milords, le système de guerre de marauderie dont cette frontière est le théâtre, est inconnu dans le monde civilisé. Elle n'a d'exemples dans l'histoire que parmi les nations barbares; toutes ces guerres sont celles du barbarisme contre la civilisation; jamais il n'en exista de semblables entre des nations civilisées, si ce n'est dans le cas qui vous est soumis.

"J'ai lieu d'espérer que la chambre des Lords et le Parlement réfléchiront davantage sur ce sujet important, et appleront sur lui l'attention du gouvernement; car dans mon opinion, il ne paraît d'une urgente nécessité que le gouvernement de sa majesté prenne, sans délai, les mesures nécessaires pour faire amener le gouvernement des Etats-Unis à agir de manière à réprimer de tels abus.

Réfléchissons mûrement aux conséquences de cette invasion, car il me semble que si le gouvernement ne s'y oppose pas sur le champ, nous trouverons bientôt notre province du Haut Canada, déclarant comme fait celle du Texas. (mouvements.) Ceci est un point sur lequel j'appelle particulièrement l'attention du gouvernement de Sa Majesté.

"Je désirerais que la Chambre des Lords et le parlement, considérassent cette guerre comme une guerre nationale qui ces deux chambres doivent employer telle embrasse les plus hautes intérêts nationaux, enfin que nous devons prendre une fois d'efficaces mesures, si nous voulons la sauver à une bonne fin. (Ecoutez! Ecoutez!)

"Je ne réroque nullement en doute les bonnes intentions du president des Etats-Unis à ce sujet; cependant je ne puis qu'être affligé de voir des sujets Américains venir armés sur notre territoire, munis de canons pris aux Etats-Unis, et appartenant au Etats-Unis. (Ecoutez! Ecoutez!) Je ne puis que dire que j'éprouve un profond regret de ne pas voir dans le discours que des sujets américains en valsonnent notre territoire, et que l'on viennes me dire après, que le gouvernement des Etats-Unis est dans l'impossibilité de soutenir dans le devoir. (mouvements d'attention!)

Il me semble que l'on ne peut guère en douter, que les gouvernements de tous les pays peuvent en tout temps prévenir les réunions de bandes armées qui se forment sur leur territoire, et les empêcher d'envahir les états voisins. Mais ici nous voyons le gouvernement des Etats-Unis considérant il n'a cela cause ce qui se passe autour de lui, et n'inquiétant fort peu de l'invasion des provinces anglaises, sur ses propres citoyens.

Le duc de Wellington a parlé dans cette occasion comme un soldat et pas d'avantage; le noble duc voudrait sans doute trouver un second Wateriou au Canada; il sent que ses lauriers se sèchent et tombent et voudrait en cueillir de nouveaux. Mais ce qui nous étonne le plus dans les discours qui ont été prononcés au sujets des affaires du Canada c'est que tous les orateurs semblent s'être mis d'accord pour fermer les yeux sur un fait qui est pourtant bien vrai et qui est sans doute un peu arrêté l'impétuosité du duc de Wellington; c'est que ces prétendus sujets des Etats-Unis n'étaient que des réfugiés du Canada, et que toutes les expéditions qui ont eu lieu ont été faites par eux.

D'ailleurs le noble Duc est de l'opinion, mais vraiment que tout répond Lord Melbourne.

"Je ne sais cependant pas quelles vigoureuses mesures vous pourriez adopter à l'égarde cette province, mais en ce qui concerne le Gouvernement des Etats-Unis, je suis d'avis avec le noble Duc que tous les moyens possibles doivent être pris pour parvenir à l'accomplissement des devoirs de tout gouvernement, qui consentent, ainsi que l'a dit le noble Duc, à retenir ses sujets dans ses propres limites et à empêcher des bandes armées de ses citoyens d'envahir les Etats voisins.

"Nous n'avons aucun motif, je pense, de douter de la bonne foi du gouvernement des Etats-Unis et des intentions qu'il a de se conformer au devoirs qui sont dûs à ses voisins; mais en considérant la nature du pays, la vaste étendue de la frontière, et le caractère du gouvernement, on est convaincu que l'exécution des devoirs que je viens d'énumérer doit être extrêmement difficile et même très-grave."

Lord Brougham a pris la parole après Lord Melbourne, et a répondu à un passage du discours du duc de Wellington dans lequel celui-ci dit que si on tel système de guerre continuait à avoir lieu, le gouvernement Anglais du Canada ne pourrait pas empêcher les habitans du Canada d'agir de représailles envers ceux des Etats-Unis.

Lord Brougham compare alors les efforts du gouvernement des Etats-Unis et celles du Canada et refute les assertions du duc de Wellington par des raisonnemens pleins de force et de justesse.

Lord John Russel prit ensuite la parole et déclara qu'il fallait que la souveraineté de l'Angleterre fut maintenue à tout hasard dans le nord de l'Amérique, et que, quelque fussent les dépenses qu'il en résulterait, les ministres étaient décidés à s'y soumettre. Il ajouta que le gouvernement de sa majesté n'avait aucun reproche à adresser au gouvernement des Etats Unis, qui avait fait tout ce qui était en son pouvoir, pour empêcher les délits qui ont été commis par des citoyens américains de la frontière.

Le ministère a en conséquence décidé à éloigner toute discussion relative à la nouvelle loi des céréales, durant la présente session du parlement.

Le comte Gray, se trouvant malade dernier, dans une des salles de Horwick Hall, reçu sur sa tête de lard un énorme tableau qui s'était détaché du plancher. Le coup a été terrible; le noble comte s'en est point encore hors de danger.

Le parlement anglais a été ouvert, le 5 février, par la Reine Victoria. Dans son discours, que nous publierons dans un prochain numéro. S. M. ne dit mot de la loi des céréales, mais elle a dit que un grand fidèle et complet de l'état des affaires, tant au dedans qu'au dehors. Sa volonté de maintenir les 24 articles s'y manifeste avec une force que personne n'aurait méconnaître.

Mr. McNeil n'ayant pu réussir à réunir à l'amiable les différentes questions en discussion entre les gouvernemens d'Angleterre et de Perse, s'est mis en route pour Constantinople. Il paraissait si peu probable, d'après l'animosité du Schah contre les Anglais depuis son retour d'Hérat, qu'il fit les concessions que demandait l'ambassadeur anglais pour retourner à son poste, qu'une rupture entre les deux pays était regardée comme inévitable. La plupart des négocians anglais établis en Perse considéraient l'aspect des affaires comme très-prononcé, qu'ils faisaient leurs préparatifs de départ pour la Turquie. Le Schah a prohibé de ses états la vente des produits des manufactures anglaises.

FRANCE.

La coalition et la dissolution de la chambre fraisent encore le 6, le sujet des commentaires les journaux du matin.

ITALIE.

Des lettres de Naples, publiées par le Sainel de Marseille, disent que le gouvernement Napolitain a tout récemment autorisé l'exportation à la grande Bretagne de 50,000 tonneaux, de blé, ce qui fait environ 97,000 charges.

DEUX JOURS PLUS TARD DE LIVERPOOL.

Le capitaine Turley, commandant le très-vites Pocahontas, nous transmet les avis suivants, que nous n'avons pu publier, parce qu'ils avaient été égarés à bord, ils n'ont été retrouvés que ce matin. Les dates sont récentes, étant extraites du Albion, de Liverpool, de 11 février, (jour du départ) et du Times, de Londres, du dimanche 10 février. Nous n'y découvrons rien d'intéressant ou de nouveau politiques, et n'en exigeons en conséquence, que les articles commerciaux, qui se trouvent dans notre Memoranda.

Depuis l'arrivée du *Liverpool*, 25 février, nous n'avons aucune nouvelles d'Europe. Cette saison nous a paru d'autant plus longue, que la dernière dépêche, la politique européenne était menacée d'une bonne explication dont les résultats peuvent ébranler le monde. Comme cette crise, comme à toutes les époques de l'histoire moderne, c'est à la France qu'échoit le principal rôle. En vain ses ennemis feignent de croire et affectent qu'elle est troublée du haut rang auquel elle avait dû monter; ce mensonge reçoit un démenti, éclatant dans toutes les fois qu'il se présente des questions d'une haute importance. N'est-ce pas d'elle que l'on espère aujourd'hui le maintien de la paix? N'est-ce pas d'elle que l'on attend le signal de la guerre?

On ne rappelle sans doute les dernières fois que nous avons rapportés. La conférence de Londres, après de longues hésitations, était enfin tombée d'accord sur la question hollando-belge. En dépit des prétentions de la Belgique, le morcellement territorial a été maintenu. Le Luxembourg et une partie du Limbourg demeurent appartenir à la Hollande. Ces décisions avaient été communiquées aux cabinets de La Haye et de Bruxelles, avec menace de les contraindre s'ils ne se soumettent pas de bon gré à la volonté unanime des cinq puissances.

C'est le 2 mars que les cabinets étrangers ont dû subir cette grande querelle. *La Gironde*, qui part demain de Bristol, nous apportera le soufflet; mais nous serions étrangement trompés si l'opposition ne pénétrait pas plus nombreuse, plus puissante dans la nouvelle chambre qu'elle ne l'était dans la dernière. L'administration, en retardant sa chute ne fera rendre le coup plus violente.

En attendant, tout reste en suspens; gouvernement belge s'efforce de gagner du temps, parce qu'il comprend très bien qu'un règlement politique en France sera pour la Belgique une grande cause de salut. Les armements n'en continuent pas moins, et activité, tant à la Hollande et la Belgique deviennent sérieux, quels en lice, il serait difficile de prévoir qui en resterait le victorieux. Mais il ne peu pas en être ainsi. Un coup de fusil tiré sur la frontière belge ou hollandaise serait le signal d'une lutte générale à laquelle on s'prépare de toutes parts.

L'armée française du nord est maintenant complet. Le camp de Lille compte depuis quatre-vingt-dix bataillons. Le général Lamoricière y a pris le commandement supérieur. En Autriche, les troupes se concentrent sur la frontière de Pologne. En Prusse, on prend aussi des mesures militaires. En Angleterre, les préparatifs de guerre continuent activement. Enfin, le gouvernement de Saint Pétersbourg a ordonné la formation d'un camp de 50,000 hommes sur la frontière. En Espagne, la guerre civile continue avec acharnement. Les carlistes ont été battus par Espartero, et ont perdu 4,000 hommes.

Des lettres de la Jamaïque reçues à New-York et allant jusqu'au 9 fév. continuent à représenter la colonie comme étant dans la plus déplorable condition. On ne pouvait trouver de travailleurs pour un salaire raisonnable et le gouverneur prenait hautement leur parti contre les planteurs. On ne craint plus les lois, car on ne les fait plus exécuter.

MAINE ET NEW-BRUNSWICK.

Chambre de l'Etat.

Augusta, Mercredi, 13 mars 1839.

La question des frontières est plus grâce de sa solution que jamais. Elle ne fut jamais inquiétante pour les hommes doués de la moindre réflexion. Les traités, les actes, les correspondances ne manquaient pas pour les rassurer. Tous ces documents, aussi précis, aussi clairs que des chiffres, militaient en faveur des Etats-Unis. C'est aussi dans ce sens que le roi de Hollande, dont on connaît bien la sagacité, en avait interprété l'esprit et la lettre. Cet arbitrage trop de vue ces simples considérations, quand on se livrait, dans le Maine et ailleurs, à d'insultantes déclamations qui n'arrangent ordinairement ni les affaires publiques ni les affaires particulières.

Heureusement, de ces pages paroles se sont fait entendre à Washington, au milieu d'irritantes déclamations. Plus heureusement encore, ces paroles ont été comprises au foyer même des difficultés, et il en est résulté, sinon une suspension d'armes, puisqu'on n'en était heureusement pas venu aux mains, du moins une suspension des dégoûtantes bravades, plus propres à compromettre qu'à sauver les intérêts du pays. Toute l'esprit pacifiquement a dicté le mémorandum de Mr. Fox et Forsyth a produit d'heureux effets, puisque le gouverneur du Maine a retiré ses troupes et qu'il a peut-être par que les régimens anglais, qui étaient en marche pour la frontière, recevront contre-ordre, s'ils ne l'ont déjà reçu.

La prudente conduite de Sir John Harvey qui le premier a tendu la main, et dont nous nous empressons de publier la lettre au gouverneur du Maine, nous aura un heureux présage de celle que tiendront le Seigneur de Sa Majesté. Heureux que soit il n'y a plus à craindre que les Etats du Maine et du Massachusetts entent le droit de prendre possession du terrain sur lequel le gouverneur de la Nouvelle-Ecosse s'imaginait avoir la juridiction. Un article du *Journal de Commerce*, que nous avons publié avant une traduction dans notre numéro du 9 de ce mois, et auquel nous nous empressons au même journal, le prouvent positivement.

Dans ce siècle de lumières, il n'est pas absolument nécessaire d'entasser des preuves de la validité des prétentions des Etats Unis à ce morceau de territoire qui forme au Nord le tiers du Maine. La preuve que ce territoire nous appartient est trop claire, trop puissante pour avoir besoin de confirmation. Toutefois nous venons d'obtenir un témoignage que nous croyons digne d'être connu du public. C'est une ancienne carte de l'Amérique du Nord, d'un aspect singulièrement vénérable, bien qu'un peu effrichée par la cour de soixante et dix ans.

En vent le titre véritable : " Carte nouvelle et exacte de l'Amérique du Nord, dressée d'après le célèbre M. d'Anville, avec des particularités nouvelles tirées des meilleures cartes anglaises, et gravée par R. W. Seale, contenant les nouvelles divisions conformément au dernier traité de paix, par Peter Bell, Gand. Imprimée par Carrington Bowles, imprimeur des cartes géographique, No. 79, près St. Paul, Londres, 1er janvier 1771.

Sur cet antique document la frontière entre la province de Quebec et de la Nouvelle-Angleterre est tracée par une ligne verte qui s'étend dans une direction sud-ouest, près du fleuve St. Laurent et presque parallèlement à l'océan. Elle suit le cours de la rivière Chaudière, s'incline un peu vers le sud à l'est du lac Champlain, et s'étendant ensuite à l'ouest, en traversant ce lac, jusqu'au lac Ontario. C'est, en d'autres mots, précisément la frontière réclamée par les Etats-Unis. Le territoire dont l'ingérence est reconnue, cajolé et importuner les votans, qui finissent, pour s'en débarrasser, à leurs donner part en vote.

Electeurs du 5me. district, nous ne devons point agir ainsi, si nous voulons voir continuer la prospérité de notre quartier. Il est temps de faire un choix convenable; l'inaction est nécessaire au conseil de la première municipalité, et pour cela, il faut que nous nous yons représentés par des hommes qui soient animés du bien public, et non mus par leurs intérêts personnels.

UN ELECTEUR.

COMMERCIAL.

REVUE QUOTIDIENNE DU MARCHE.

Une assez forte stagnation causée par une suite de jours fériés qui se sont présentés dans le courant de la semaine dernière, nous fait les moyens de pouvoir signaler des transactions importantes sur aucun article excepté le coton, qui a été offert à d'assez fortes variations tant pour les prix, que pour les mutations de mains. Les arrivages se sont faits suivant la coutume, sans que pour cela la quantité ait assez dépassé les prix qui nous avons vue dimension sensible dans nos derniers prix, malgré l'importance des ventes à de légères fluctuations près, malgré l'importance des ventes à de légères fluctuations près, malgré l'importance des ventes à de légères fluctuations près